

# REGARD SUR LA VIE OUVRIERE ET SOCIALE

## janvier 2018

*Au quotidien, des salariés agissent et réagissent dans leurs entreprises, mais il y a des conflits qui sont plus médiatisés car ils touchent des salariés sur une longue durée, ou atteignent les fondements du bien-vivre en commun. C'est l'hôpital, les prisons, les salariés d'Aréva, les migrants.*

**DANS UN CONTEXTE DE REPRISE ECONOMIQUE dans la Manche**, le nombre de demandeurs d'emploi diminue légèrement dans la Manche. Des patrons disent même avoir de la difficulté à embaucher : chauffeurs, soudeurs, etc...  
Il faut améliorer l'adéquation entre formation et emplois.

### NORD COTENTIN :

- **Les C.M.N.** misent plus que jamais sur l'hydrolien en plus des deux patrouilleurs pour l'Arabie Saoudite. L'hydrolien en lien avec la start-up grenobloise Hydro Ouest a un réel avenir car les petites hydroliennes sont prévues pour le fluvial et le marin : 44 hydroliennes fluviales sont à livrer en 18 mois. Le marché est prometteur pour l'Asie du Sud-Est, l'Amérique du Sud et l'Afrique.  
Les hydroliennes marines seront testées en fin d'été sur le site de Paimpol. Y aura-t-il concurrence avec les hydroliennes Open-Hydro, filiale de Naval Energie dont la production doit commencer en avril avec deux machines pour le Canada, 7 pour le Raz Blanchard et une pour le Japon ? L'usine des éoliennes devrait être livrée durant l'été pour produire les éoliennes de Fécamp et Courseulles avec une incertitude pour la suite après l'annonce par le P.D.G. de G.E. de possibles restructurations dans le groupe.
- **NAVAL GROUP** : le site de Cherbourg monte en puissance : 2300 salariés, plus 1000 dans la sous-traitance. Quatre sous-marins sont construits en même temps, donc 70% du plan de charge pour le programme Baracuda.
- **EFINOR** : le groupe a décroché une nouvelle commande pour l'E.P.R. de Hinkley Point en Angleterre. Efinor compte 600 salariés en France.
- **CHANTIERS ALLAIS**, repris par Efinor en 2016, s'apprête à livrer un deuxième navire, bateau spécialisé dans l'offshore. D'autres commandes sont prévues.

### CENTRE et SUD MANCHE

- **CHEREAU à Avranches** se lance dans l'hydrogène pour réfrigérer leurs semi-remorques. 953 salariés travaillent dans cette entreprise et 85 embauches sont prévues en 2018.
- **ACOME à Mortain** investit dans la « voiture intelligente ». Le groupe (2000 salariés dans le monde, dont 1073 en France) poursuit ses investissements en Chine avec une cinquième usine. Acome va créer sa propre école de maintenance avec une dizaine d'élèves pour commencer. L'usine de Mortain peine à recruter dans ces métiers.

- **LAGRO-ALIMENTAIRE** recrute également. Ce secteur compte 5600 emplois salariés dans la Manche. Pôle Emploi a enregistré 967 demandes d'emploi pour 1134 offres. Une réunion à l'usine Réaux de Lessay a eu lieu pour regarder la situation.
- **SAINT-JAMES** : Un grand groupe Coréen spécialisé dans la boulangerie a décidé de créer une entreprise dans cette commune. 40 emplois sont envisagés. Le choix de Saint-James est lié aux produits locaux, à la proximité de l'A84, et à l'image de marque du Mont-Saint-Michel.
- **VILLEDIEU : AIM GROUP**, abattoir repris par les salariés avec 206 personnes, se porte bien, malgré des rumeurs exprimant des inquiétudes et malgré une dette à l'Etat de 2 millions d'euros, mais envisage l'équilibre fin 2018.
- **CARREFOUR** : Les salariés sont très inquiets sur leur devenir après l'annonce par le PDG de supprimer 2400 emplois dits « *volontaires* ». Le plan ne devrait pas concerner Cherbourg, mais la location-gérance envisagée pour Carrefour SAINT-LO fait craindre aux salariés de perdre des avantages acquis par leur lutte, « *soit 20% de leur salaire brut* », dit FO. Les enseignes de Cherbourg et Avranches connaîtront-elles le même sort ?

### **HOPITAL : URGENCES**

- **En grève depuis le 13 décembre 2017**, le personnel des urgences de l'Hôpital Pasteur de Cherbourg a tiré la sonnette d'alarme face au manque de personnel. A l'origine du mouvement : l'annonce de la suppression d'un poste d'infirmier aux urgences qui fonctionnent déjà à flux tendu et l'annonce aussi d'un poste de transport inter-hospitalier vers Caen, donc suppression d'un poste ailleurs.
- D'où, **cette grève très suivie aux urgences à 100%**. Tous les voyants sont au rouge : 37000 heures supplémentaires sont cumulées, soit 23 postes à temps plein. Depuis ces quatre dernières années, 100 postes ont été supprimés. Les patients font le même constat : « *personnel au pas de course, débordé ; attente de plusieurs heures avant une prise en charge, allongés sur des brancards...* ». La Direction répond sur le point précis de l'infirmier affecté au transport, que ce sera un soulagement pour le SMUR : un bilan devant être fait fin janvier.
- **Le SMUR de VALOGNES** doit, lui, être délocalisé de Valognes à Cherbourg chaque week-end (la nuit). Le Maire de Valognes comme le personnel, a réagi face à ce projet : « *On ne respecte pas les élus, on ne tient pas ses engagements, faits par B. Cazeneuve, et on met une population de zone rurale en danger.* »  
Les personnels soignants des urgences de Cherbourg et Valognes continuent leur mouvement et ont fait signer une pétition avec tract syndical dans les rues, sur les marchés et en ligne. L'intersyndicale appelle la population à soutenir le service des urgences.  
**Mais l'ARS a donné son aval** pour la délocalisation du Smur de Valognes le week-end. « *Nous nous étions battus il y a 10 ans pour ce SMUR, c'est un retour en arrière* », disent les syndicats qui n'excluent pas d'intensifier la mobilisation. Tout cela pour des raisons budgétaires : la tarification à l'acte est à supprimer. Un hôpital public n'est pas une entreprise. Les enveloppes budgétaires dépendent de l'activité de l'hôpital et du genre d'intervention.

De plus, des médecins généralistes n'hésitent pas à orienter leurs patients vers d'autres centres, entraînant de fait une baisse d'activité, d'où un manque d'attraction pour de nouveaux médecins hospitaliers.

- **L'Hôpital de SAINT-LO** n'a pas reçu cette année d'aide de l'ARS, malgré un déficit de 2 millions sur un budget de 111 millions.
- **Les salariés des EPHAD sont à bout.** Ils et elles vivent des conditions de travail infernales. Elles ont 10 minutes pour faire une toilette, 3 minutes pour faire manger une personne ; 7 à 10 toilettes en moyenne le matin. Deux agents pour 28 résidents, deux pour la nuit. La Manche compte 84 établissements publics et privés qui hébergent 5000 personnes âgées.  
Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, UNSA et CFTC ont appelé à une journée de grève nationale ce mardi 30 janvier pour d'autres conditions de travail, une revalorisation des salaires et arrêter « *cette maltraitance institutionnelle* », comme le dit la CGT. Les millions d'euros prévus en plus ne suffiront pas pour répondre à la situation.

### **PRISONS : UN CONFLIT INATTENDU.**

- C'est à la suite d'une agression à l'arme blanche le 11 janvier dans une prison du Pas de Calais que des grèves de soutien ont eu lieu un peu partout en France. **A la Maison d'arrêt de Cherbourg**, ils ont manifesté le 15 janvier pour dire leur ras le bol. On leur demande d' « *être surveillants, d'être un peu pompier, d'être psy, d'être éducateur* », dit l'un d'eux. A Cherbourg, il y a une vingtaine de surveillants pour 60 détenus. Il manque 5 surveillants, dit l'intersyndicale UFAP-UNSA, FO et CGT.  
**A Coutances**, le personnel a débrayé également contre l'insécurité. L'établissement a en charge 70 détenus avec 21 surveillants. « *On veut plus de moyens et la reconnaissance de notre profession. C'est une profession trop dangereuse, mal payée, mal considérée...* ». « *Il y a beaucoup de jeunes prisonniers qui passent des heures alités en journée... Nous subissons trop d'agressions verbales et physiques* », dit un surveillant de Cherbourg.
- **Après plus d'une semaine de grève**, toujours pas d'accord avec le Gouvernement malgré cette mobilisation du 18 janvier. Des propositions ont été faites à la Ministre qui a répondu par un projet d'accord le 19 janvier. Consulté à la base, l'ensemble du personnel a refusé l'accord, insuffisant.  
La CGT (15% des voix) et l'UFAP (40%) et FO (30%) veulent un autre accord avec revalorisation statutaire.
- **Nouvelle négociation le 23 janvier**, nouveau refus.  
Il y a urgence car les détenus et leur famille sont touchés par ce conflit. Le 25 janvier, nouveau texte de la Garde des Sceaux : 1100 emplois supplémentaires, 30 millions d'euros pour les indemnités des surveillants, meilleure gestion des détenus radicalisés.  
Le Syndicat UFAP-UNSA reconnaît des avancées et s'apprête à signer. FO et la CGT refusent : « *L'essentiel n'y est pas* ».

## AREVA : UN CONFLIT QUI DURE.

- **Commencé le 3 décembre 2017**, ce conflit est le plus long depuis 10 ans. Au départ, c'est la volonté de la Direction d'Areva de changer le mode de récupération des jours fériés travaillés pour les salariés postés en 5X8 (900 personnes). Appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, UNSA-SPAEN pour tous les salariés à entrer dans le mouvement. : « *L'étape d'après, ce sera la remise en cause des RTT* », dit-elle.
- **Grève reconduite de semaine en semaine** jusqu'au 4 janvier. Menace de la Direction à prendre des congés payés en janvier. L'intersyndicale se dit ouverte à la discussion.  
Le 5 janvier, la Direction accepte de négocier et propose d'étaler sur 2 ans le changement de récupération.  
Consultés, les salariés refusent.
- **De nombreuses autres négociations** ont eu lieu avec des propositions de l'intersyndicale. Après l'échec de la 5<sup>ème</sup> négociation, accord entre Direction et intersyndicale pour faire appel à un médiateur.
- **Les salariés** pensent que « *leur détermination a changé le rapport de force. Un malaise plus profond touche tous les salariés. Cela va obliger la Direction à une autre approche que celle des décisions unilatérales dans les dossiers à venir* »

## MIGRANTS : VIVRE EN COMMUN

- **L'annonce de vouloir recenser** les personnes accueillies dans les hébergements d'urgence par des équipes mobiles envoyées par les Préfets a fait l'unanimité contre elle. Toutes les associations se sont dites très inquiètes face à cette atteinte aux droits fondamentaux des étrangers. Le défenseur des droits de l'homme a été saisi et a demandé au Gouvernement le retrait de la circulaire.
- **La future loi sur l'immigration** fait craindre aussi de nouvelles mesures très restrictives. Ce qu'a réaffirmé l'Association Itinérance à Cherbourg le 26 janvier lors de la projection d'un film sur les jeunes migrants isolés.  
La Députée de Cherbourg, Sonia Krimi, s'est exprimée à l'Assemblée Nationale affirmant : « *Tous les étrangers ne sont pas des terroristes, ni d'indélicats fraudeurs aux aides sociales. Dire le contraire, c'est jouer avec la peur. Les demandeurs d'asile sont souvent dans des situations difficiles, les mineurs isolés trop souvent abandonnés... Les centres de rétention deviennent des centres de détention* ». Attendons les actes !
- **Les accords du Touquet**, faisant de Calais, ainsi que Cherbourg et Ouistreham, la frontière vers l'Angleterre et de la France le bras policier de la politique migratoire britannique, ne sont pas supprimés, mais seulement un peu plus de prise en charge financière britannique : 50 millions d'euros, et quelques mineurs supplémentaires pouvant être accueillis en Grande Bretagne.  
De même pour le port de Cherbourg : plusieurs migrants ont été convoqués au Tribunal pour avoir essayé de passer en Angleterre ou en Irlande.

- **La solidarité ne faiblit pas dans la Manche** pour l'accueil, l'insertion, l'hébergement. Mobilisation pour soutenir une famille Albanaise, avec baptême Républicain. Repas assurés tous les soirs.  
La journée mondiale des migrants initiée par l'Eglise Catholique a eu lieu le 14 janvier, avec plusieurs célébrations et rassemblements dans la Manche.

*« Nous savons que rien ne pourra se construire sans permettre à chacun, et en particulier aux plus démunis de notre société, de prendre la parole et d'être entendus »*

Bernard Masséra, prêtre-ouvrier  
Dans Courrier p.o. Janvier 2018

Les prêtres-ouvriers de la Manche

Le 31 janvier 2018